

- Cet ouvrage a été dirigé par le comité de projet PBI Haïti composé de :
- Marc ALLENBACH, Chavannes, (Suisse), psychosociologue, formateur d'adultes, volontaire PBI en Haïti ;
  - Gilles DANROC, Montpellier, (France), historien et chercheur, qui a travaillé 17 ans en Haïti au service de Justice et Paix et auteur de plusieurs livres et articles sur Haïti ;
  - Jürgen STÖRK, Berne, (Suisse), historien et enseignant, missions PBI au Guatemala, Haïti et Indonésie, membre du Conseil International de PBI.

BRIGADES DE PAIX INTERNATIONALES  
**Marc Allenbach, Gilles Danroc et Jürgen Störk (éds)**

# Expériences non violentes en Haïti

KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>

Paiement sécurisé

PBI sur Internet : [www.peacebrigades.org](http://www.peacebrigades.org)

« La paix est là, nous la cherchons »

*Préface de Claudette Werleigh*

Couverture : *Retour au pays après les élections démocratiques de 1990, tableau de Jean-Baptiste Jean. Collection privée.*

© Éditions KARTHALA, 2001  
ISBN : 2-84586-198-2

KARTHALA  
22-24, boulevard Arago  
75013 Paris

P.B.I.  
5 Caledonian Rd  
London N1 90X

## Ont collaboré à cet ouvrage

- Christophe BARBEY, Flendruz, (Suisse), juriste, secrétaire de l'Association pour la démilitarisation (APRED)
- Jocelyne COLAS, Port-au-Prince, (Haïti), chargée du programme d'éducation de la Commission épiscopale nationale Justice et Paix en Haïti, membre du Groupe de Formateurs pour la Paix.
- Père Jan HANSENS, Port-au-Prince, Haïti, (Hollande), secrétaire général de la Commission épiscopale nationale Justice et Paix en Haïti.
- Ciliane HASELBACH, Port-au-Prince, Haïti, (Suisse), infirmière, engagée par la Communauté des Missionnaires Laïques pour la paroisse de Chénot, (Artibonite), membre du groupe Shalom.
- Juvigny JACQUES, Port-au-Prince, (Haïti), sociologue, a écrit sur les enfants des rues et la police haïtienne. Il a travaillé à la Commission Préparatoire à la Réforme du Droit et de la Justice et à l'Office de Protection des Citoyens, membre du Groupe de Formateurs pour la Paix.
- Ueli MÄDER, Bâle, (Suisse), sociologue aux Universités de Bâle et Fribourg ainsi qu'à la Haute École en Travail Social de Bâle. Auteur, entre autres, de l'ouvrage « Pour une société solidaire » (rpv, Zürich 1999), membre de la Commission d'Aide au Développement du Canton de Bâle et du Conseil d'Administration de Swissaid.
- Liam MAHONY, Princeton, (USA), chargé de cours sur les droits humains à l'université de Princeton ; coauteur de « Unarmed Bodyguards : International Accompaniment for the Protection of Human Rights » (Kumarian 1996) (en français : gardes du corps non armés : accompagnement international pour la protection des droits humains) ; volontaire PBI au Guatemala et en Haïti.
- Sabine MANIGAT, Port-au-Prince, (Haïti), sociologue et enseignante, PNUD, nombreuses missions en Amérique latine.
- Charles RIDORÉ, Villars-sur-Glâne, Suisse, (Haïti), chargé de cours en sociologie des communications à l'Université de Fribourg, Secrétaire romand de l'Action de Carême, Président du Festival International de Films de Fribourg.
- Hector SCHMASSMANN, Bâle, (Suisse), sociologue et économiste, chargé de cours à la Haute École en Travail Social de Bâle.
- Claudette WERLEIGH, Uppsala, Suède, (Haïti), éducatrice d'adultes, ancienne Premier ministre de la République d'Haïti, directrice des Programmes de Transformation des Conflits à l'Institut Vie et Paix et vice-présidente de Pax Christi International.

## DÉDICACES

### A toi, Jean Marie Vincent

Ta vie est toute donnée. Ta mort aussi.  
Je veux le dire au présent de ta présence, encore et lumineuse, dans la longue marche du peuple haïtien vers la Paix, pour la Paix. A toi l'ami, le frère, marqué par l'attentat de Freycineau et pourtant toujours espérant.  
Dans la nuit du coup d'État militaire, nous étions quelques-uns à peine à avoir décidé une grève de la faim en septembre 1994. Je me souviens du jour de notre décision, suivie d'un long silence grave, inhabituel pour toi. Jouer sa vie, l'offrir pour donner vie à l'espérance de tout un peuple. Le 28 août 1994, les forces de mort se sont acharnées sur toi parce que tu aimes la paix, parce que tu aimes ton peuple, ton pays. Ces mêmes forces n'ont pas pu empêcher l'élan de vie, de libération et d'espérance. Tu donnes visage à cet élan que vivent tant d'hommes et de femmes inconnus en Haïti et de par le monde.  
Et tu demeures notre lumière.

Gilles Danroc

### A Monsieur Armand Ducertin

Paysan et militant des droits humains, victime d'agressions durant la période du coup d'État, vous avez été assassiné le 25 avril 2000. Vous restez vivant en moi, à travers des images, des émotions :

Révolte. « L'impunité, le chemin vers la mort », titrait le juriste de Justice et Paix qui vous avait accompagné dans vos démarches judiciaires.

Encore une fois, l'arbitraire et la violence se sont abattus définitivement sur un homme modeste.

Persévérance. Durant des années, vous avez sillonné la région de Thomazeau, motivant et organisant des groupes locaux de Justice et Paix. Depuis le retour de la démocratie en Haïti, semaine après semaine, vous vous êtes inlassablement présenté devant les instances judiciaires, pour demander que vos droits soient respectés.

Vérité. Jamais vous n'avez prétendu plus que vous ne saviez. Pour chaque événement rapporté, les faits étaient datés, les sources étaient citées.

Patience. Malgré les menaces, les épreuves, et les maigres résultats, vous vous êtes efforcé de vous comporter en citoyen. Patience aussi envers nous, étrangers malhabiles à comprendre les subtilités du créole, et les tortueuses réalités politiques haïtiennes.

Douleur. Celle de tous ceux qui, comme vous, ont subi, dans leur chair, l'injustice. Plaie vive dans le cœur des proches, des amis, des compagnons...

Messager. De Thomazeau à Port-au-Prince, de la campagne à la ville, des paysans vers les juges, de Haïti à nous, vous avez porté le témoignage de l'injustice.

Espoir. Sans naïveté, car vous aviez trop souffert pour vous bercer d'illusions, vous avez mis votre confiance et votre énergie dans la venue d'un État de Droit en Haïti.

Penser à vous me tient debout.

Marco Allenbach

### REMERCIEMENTS

Récit d'une rencontre entre PBI et Haïti ou plutôt récit des rencontres, si riches qu'elles nous ont tous transformés ; notre merci franchit l'océan pour rejoindre chacune et chacun de nos amis rencontrés là-bas, en Haïti.

Notre merci fait aussi le tour du monde vers les membres de PBI et les artisans de Paix ici et là qui ont entendu parler, compris, soutenu notre projet PBI Haïti. Nous voulons aussi et surtout remercier celles et ceux qui ont choisi, au plus fort de la misère et de la violence, de marcher sur un chemin qui s'appelle la Paix.

Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont contribué à réaliser cet ouvrage : les auteurs des textes, les auteurs des citations, ainsi que Philippe Beck, Chris Chapman, François Dabadie, Necker Dessables, Laurent Duding, Jean-Marie Müller, Tania Stevanato, pour leurs précieux conseils. Nous remercions également les traductrices Fabienne Tailleur, depuis l'anglais, ainsi que Catherine Stalder, depuis l'allemand.

## « C'est un privilège d'être en mission pour PBI »

Ueli MÄDER

« Les condamnations prononcées contre chacun d'entre nous n'ont pas été mises à exécution parce que nous n'étions pas seuls, parce que nous étions accompagnés par PBI pour nous protéger. »

Francisco Campo, Comité régional pour la défense des droits de l'homme (CREDHOS) en Colombie.

Ces paroles montrent bien le but essentiel de PBI. Cette organisation, active au plan international, envoie des témoins oculaires dans les régions de crises et de conflits. Des équipes de volontaires se chargent de protéger, par leur présence physique, des personnes menacées de violence politique, d'enlèvement ou de meurtre. PBI a été fondée en 1981, en tant qu'organisation internationale pour la paix, par des militants issus de quatre continents.

Les Brigades pour la Paix sont aujourd'hui présentes dans plusieurs zones de tensions dans le monde entier. Elles soutiennent des mouvements qui s'occupent de la paix, des droits de l'homme et de la justice sociale. Les Brigades pour la Paix tentent de faire en sorte que ces mouvements ne soient pas trop isolés et qu'ils soient écoutés. Elles se défendent contre toute forme d'oppression. On accorde la même importance aux missions de PBI qu'aux buts sociaux de la collaboration au développement, conclut le juriste Jürg Meyer<sup>1</sup>. Les équipes sont présentes, à la demande des gens concernés, dans des lieux menacés de

---

1. *Basler Zeitung*, 21.11.00.

violations des droits de l'homme et de crimes. Elles ambitionnent un rôle préventif. On part de l'hypothèse que celui qui recherche la violence craint que le public en soit témoin.

En Haïti, PBI s'est engagé, en plus de l'accompagnement protecteur, pour une promotion active de la non-violence par une éducation pour la paix, également selon le principe de la non-ingérence. Il est encore incertain si cette activité de sensibilisation plus élargie va s'étendre au travail de PBI dans d'autres pays. Après le « retrait en douceur » d'Haïti, il s'agit d'abord d'évaluer le travail effectué là-bas. Sur place, c'est Sabine Manigat qui s'en est chargée. Nous nous sommes fait, le sociologue Hector Schmassmann et moi-même, une idée sur la base d'analyses d'archives et d'interviews (dont certains extraits sont présentés au chapitre 7). Dans les pages suivantes, je résumerai les principaux résultats obtenus et j'approfondirai davantage deux domaines importants pour PBI : le travail des volontaires et la société civile internationale.

### Une philosophie d'organisation transparente

Apparemment, PBI accepte volontiers d'être examiné à la loupe. Les évaluations internes et externes font partie de la culture de l'organisation. Cette phrase n'est pas un spot publicitaire pour PBI, mais la conclusion favorable d'un sociologue à qui il est arrivé de faire l'expérience, une fois ou l'autre, que toutes les organisations n'apprécient pas que l'on jette un œil dans leurs coulisses. PBI a mis à disposition sans ambages toutes ses archives. PBI nous a également remis, de manière confidentielle les adresses de tous les participants. Cela nous a donné la possibilité de passer en revue de nombreux documents (rapports, procès-verbaux, correspondances, etc.), d'en prendre quelques échantillons pour les étudier en détail et d'en discuter en fonction de demandes spécifiques. Il ne s'agit pas ici d'exposer des informations internes à l'organisation. Nous voulons simplement illustrer et éclaircir, par quelques impressions, ce qui se cache derrière les faits.

Chez PBI, des centaines de volontaires travaillent de manière compétente à travers le monde. Les déroulements organisationnels sont réglés et fonctionnent bien. Des contrôles sont possibles à tout moment. L'échange (d'expériences) entre les participants occupe une place importante. Une réflexion permanente sur soi-même en fait partie intégrante. On la cultive comme une forme particulière d'évaluation à un niveau intéressant. Afin de pouvoir poursuivre le travail, des changements dans la structure et

l'organisation sont nécessaires. Il faut professionnaliser davantage la gestion de l'administration, la comptabilité, les relations publiques, ainsi que la manière dont l'organisation trouve ses moyens de financement. Toutefois, PBI est bien conseillé de procéder à ces changements avec précaution et de consolider soigneusement le travail déjà établi.

PBI ne doit pas se laisser éblouir par ses propres réussites. L'organisation ne doit pas tout faire ce qu'elle est capable de faire. Un élargissement de ses activités dans le sens de l'éducation pour la paix – abordé avec la subtilité nécessaire, – peut être indiqué ; mais pas au détriment de l'accompagnement protecteur. Celui-ci garde tout son sens au vu des nombreuses violations des droits de l'homme. La mise en réseau mondiale représente cependant un grand défi. Elle est plus nécessaire que jamais. PBI contribue sa part à une société civile globale et elle peut progresser de manière décisive dans ce domaine. Mais, attention, je n'encourage pas une fuite en avant. La consolidation interne et la cohérence sont des conditions essentielles pour pouvoir s'opposer efficacement à des structures de pouvoir répressives. La crédibilité de l'organisation représente d'avantage qu'une force morale. Elle dépend également du bon fonctionnement interne de l'organisation. Une structure d'organisation transparente encourage l'identification à cette organisation. Pour se faire connaître d'un public large, la transparence est tout aussi importante pour le travail de publicité, que l'exemplaire sensibilité dans l'analyse des dynamiques ou pour le travail de relations publiques, partiellement mené de façon assez intelligente.

### Un échange actif

« PBI est parvenu à introduire des perspectives non violentes en Haïti et à les ancrer durablement » affirme une personne impliquée, peu modestement. S'agit-il ici de prétention et de surestimation de soi ? D'autres participants sont plus prudents. Ils parlent de pratiques égalitaires et non violentes des structures sociales traditionnelles et relativisent l'effet de leurs actions en affirmant qu'il est très difficile de procéder à des vérifications. Les personnes qui ont participé à plusieurs missions et qui ont été prêtes à placer leur carrière au second plan, parlent plus modestement de leur engagement et mettent l'accent avant tout sur « l'enrichissement personnel ».

En parlant de la démocratisation à laquelle on espérait aboutir, un procès-verbal mentionne « l'établissement d'un inventaire des ressources haïtiennes », comme s'il s'agissait ici d'un procédé de mécanisation ou d'électrification. Un autre procès-verbal ressemble à une analyse sociologique subtile et fondée sur les formes non violentes de traitement des conflits et les techniques d'animation. Un « ancien » se flatte de ne pas avoir eu la moindre minute de libre pendant sa mission. Une « ancienne » fait remarquer que le manque de temps pour soi peut entraîner un manque de démarcation et un repli en soi excessif.

Voilà différents aspects. Ce qui domine indiscutablement est la conscience des dangers de sombrer dans l'eurocentrisme. De toute façon, les personnes envoyées en mission sont choisies avec soin et bien préparées. Quelques-un(e)s critiquent le fait que PBI est mené de façon trop bureaucratique et que l'organisation ne s'intéresse qu'à elle-même. D'autres affirment que le principe du chaos domine et ils critiquent le fait que l'organisation ne se concentre que sur l'accompagnement protecteur. Mais, d'une manière générale, les avis positifs dominent. PBI est une organisation qui obtient de bons résultats avec relativement peu de moyens. En agissant à la base, elle contribue à sécuriser des espaces d'action et à permettre l'auto-organisation des gens concernés.

### Le consensus favorise l'identification

PBI travaille avec de nombreux volontaires, dont les missions sont relativement courtes. Les procès-verbaux font partie de la mémoire de l'organisation. Ils témoignent de la communication entre les différents niveaux. Les comités dépendent de rapports riches en contenu. Ces derniers aident également les nouveaux arrivés à s'orienter dans l'organisation. La densité d'information est toutefois écrasante. Elle engendre la transparence, mais aussi une certaine confusion. Le processus de justification constitue un travail coûteux. Lors de discussions et de prises de décisions, le principe du consensus prend une grande importance, ce qui contribue à étayer les processus. Mais ces procédés traînent en longueur. Les nombreux changements de personnel amènent parfois l'organisation à réinventer la roue. Une information plus systématique et plus ciblée pourrait contribuer à éviter des erreurs. L'énorme quantité d'e-mails doit être repensée. Certaines informations sont trop abrégées. Cela est peut-être dû à une fréquence trop grande de

rapports. De toute manière, cet échange électronique très actif ne peut remplacer les contacts personnels nécessaires entre les différents lieux de coordination. Ils s'agit d'intensifier ces contacts. Le contenu de certains rapports témoigne d'une culture de l'action empreinte d'une grande remise en question. Cela n'a pas besoin d'être contradictoire.

Il est vrai que le temps investi pour les rapports est considérable. Les évaluations semestrielles des équipes prennent à chaque fois quelques jours. Mais elles sont très enrichissantes pour chacun. Cela est valable également pour les évaluations annuelles et les justifications devant PBI International. Tout projet doit être justifié de manière précise. Celui qui veut emprunter des voies inhabituelles sera davantage exposé à une pression de justification. La réflexion personnelle intense est une partie de l'évaluation personnelle institutionnalisée. Elle fait progresser l'être humain.

Par ailleurs, on peut se demander si le principe du consensus est appliqué trop rigoureusement. Le consensus favorise l'identification. Les discussions abondantes ouvrent de nouvelles perspectives. Du fait que, chez PBI, les discussions durent jusqu'à ce qu'on trouve un consensus, les différentes actions ont une base solide. Le travail avec des volontaires exige que l'on sache transmettre des informations : si ce n'est pas le cas, on perd un savoir-faire précieux. Les archives de l'organisation sont des mines d'or en matière de sociologie et d'ethnologie. Elles pourraient être exploitées davantage.

PBI travaille intensément sur elle-même. On consacrant autant d'énergies aux activités quasi internes qu'aux activités externes. Dans quelques rares publications, on trouve les acteurs occidentaux au premier plan. Les endroits dans lesquels PBI s'engage semblent jouer un rôle secondaire, même si l'organisation s'engage en profondeur avec les gens et le pays. Une approche approfondie favorise le processus de développement personnel et le degré de formation personnelle de tous les participants. Après leur mission, une bonne partie d'entre eux restent actifs. Ils transmettent plus loin leurs expériences et leur enrichissement personnel.

Beaucoup des concepts de PBI sont certes marqués par l'Occident. Mais ils se situent dans la tradition du Mahatma Gandhi. Parmi les partenaires d'outre-mer, on retrouve des personnes qui ont une bonne formation et qui disposent d'orientations internationales. PBI ne propose pas de solutions. On travaille ensemble pour trouver des voies. « Nous apprenons à nos partenaires que nous n'avons rien à leur apprendre », dit un des volontaires. La communication avec les gens « simples » d'un pays, les paysannes et les paysans nécessite plus qu'un important processus de traduction. La capacité de résistance de nombreux indigènes

s'avère être un potentiel précieux. Il est par contre plus difficile de gérer leurs croyances dans l'autoritarisme et des idées comme « nous ne pouvons rien y faire. L'homme blanc va s'en occuper »<sup>2</sup>. Ces attitudes comportent le danger de retomber dans des schémas paternalistes. Ces dangers sont un thème intensément abordé lors de la préparation aux missions. « Celui qui n'analyse pas de manière critique son propre syndrome de secouriste reste à la maison. Les missionnaires, au sens classique du terme ne sont plus d'actualité », affirme un volontaire ayant à faire avec l'entraînement et la sélection des volontaires.

### Le potentiel du travail bénévole

A l'échelle mondiale, 500 personnes s'engagent de manière bénévole pour PBI, soutenu par un réseau d'environ 13 000 membres et sympathisant(e)s, regroupé(e)s dans des groupes nationaux dans 15 pays sur quatre continents. Cela ne nécessite-t-il pas davantage de professionnalisation ? C'est effectivement le cas pour le fonctionnement général et la comptabilité. Mais la situation est différente pour les volontaires : ceux-ci sont en effet irremplaçables et leur travail est inestimable. Peut-être faudrait-il envoyer des gens spécialement formés au Pays basque, par exemple. Mais les travaux de base, liés à la société civile, sont tout à fait à la portée des volontaires. L'accompagnement protecteur fonctionne bien. Il serait toutefois possible de l'étendre un peu, tout comme l'éducation pour la paix. C'est là que PBI atteint ses limites en matière de personnel et de finances. En Haïti, PBI s'est vu contraint d'envoyer son équipe à la recherche des moyens financiers. De plus, il serait bien que chaque équipe soit composée d'au moins quatre personnes en permanence, ce qui pose problème, vu le manque de personnel. Pour intéresser davantage de volontaires, PBI veut améliorer le recrutement et la préparation. Sinon, elle court le risque que les gens s'engagent pour d'autres organisations qui rétribuent les missions.

« C'est un privilège d'être en mission pour PBI », dit une volontaire, infirmière et psychologue, qui s'est engagée en Haïti et a payé elle-même une partie des dépenses. Actuellement, on discute vivement tout ce qu'implique un engagement volontaire, et pas seulement chez PBI. Par travail volontaire, on entend une activité bénévole en faveur d'autrui

2. « Nou pa kapab, blan ap fè l. »

menée dans le cadre d'une organisation<sup>3</sup>. Sans engagement volontaire, les sociétés modernes s'écrouleraient, constate le sociologue Ulrich Beck<sup>4</sup>. Le bénévolat n'est certes pas dépassé. On discute beaucoup actuellement pour savoir s'il va encore se développer. Les avis divergent. Thomas Rauschenbach, de l'institut de pédagogie sociale de Dortmund, remarque l'apparition d'une « nouvelle culture du social »<sup>5</sup>. En Suisse, une étude de l'office fédéral de la statistique donne des informations sur le nombre de personnes qui travaillent comme bénévoles et sur le temps investi<sup>6</sup>. Une personne sur quatre s'investit pour une activité bénévole au minimum, au sein d'une organisation. Le travail non rémunéré représente, au total, une somme de plus de 215 milliards de francs<sup>7</sup>. Ce chiffre correspond à près de 60 % du produit intérieur brut<sup>8</sup>.

C'est la façon de comprendre la bienfaisance qui a changé. Les volontaires, interrogés sur leur motivation, expriment tour à tour leur besoin de prendre une responsabilité sociale, de connaître d'autres personnes, d'obtenir de la reconnaissance, de créer un équilibre avec leur vie professionnelle ou de s'intéresser aux groupes marginaux. Certains disent tout simplement vouloir rester actifs ou « s'initier à une nouvelle profession ». « En m'occupant de ces problèmes, j'oublie les miens », dit une femme. Elle sait qu'en aidant les autres, elle s'aide aussi elle-même. Le « syndrome du secouriste », où les bienfaiteurs se considèrent comme charitables, disparaît peu à peu. La plupart des volontaires, nous dit le sociologue Isidor Walliman, accordent davantage d'importance aux échanges humains qu'à la noblesse d'esprit. La mauvaise conscience perd de son importance. C'est pourquoi les exigences à l'égard des institutions sociales sont de plus en plus précises : on leur demande des informations, une formation continue et des tâches concrètes.

Pour Monika Stocker, présidente du Département social zurichois, les missions bénévoles constituent un important terrain d'apprentissage. En s'adonnant à une activité utile, les gens font l'épreuve de nouvelles aptitudes. Mais, pour cela, les institutions établies doivent être prêtes à soutenir les initiatives personnelles. Il faut qu'elles remboursent les frais, se chargent de l'assurance des volontaires et mettent en évidence le travail fourni. Si les missions sociales sont rendues plus attrayantes, elles

3. Nadai E., Hess B., *Gemeinsinn und Eigennutz*, Haupt, Bern, 1996, p. 9.  
 4. Beck U., *Kinder der Freiheit*, Suhrkamp, Frankfurt, 1997, p. 15.  
 5. Rauschenbach T., « Die neue Kultur des Sozialen », in *Jugndring, Freiwillige Tätigkeit und gesellschaftliche Beteiligung*, Votum, Münster, 1998, pp. 16-30.  
 6. Bundesamt für Statistik, *Unbezahlt aber trotzdem Arbeit*, Neuenburg, 1999, p. 7.  
 7. Bundesamt für Statistik, *monétaire Bewertung der unbezahlten Arbeit*, Neuenburg, 1999, p. 8.  
 8. Wallimann I., *Freiwillige im Sozialbereich*, HFS, Bâle, 1993.

remplacent des formations plus artificielles. Eva Nadai et Béatrice Hess rendent hommage au travail bénévole en tant que solidarité vécue et contre-projet à la rationalité du monde du travail. Toutefois, le marché du travail se base sur des formations reconnues. Afin d'utiliser le travail des volontaires comme complément utile à l'activité rémunérée et au travail ménager, les deux auteurs proposent un bonus pour la pension, une déduction d'impôts et un recensement par l'administration pour toute activité bénévole. Selon la sociologue Katharina Ley, le travail bénévole cache les besoins de la société. Il comble des lacunes et atténue les problèmes sociaux qui nécessitent des solutions structurelles. L'assistante sociale Judith Giovanelli-Blocher nous rend attentifs au danger d'engager des volontaires dans le simple but d'économiser. L'efficacité particulière des personnes bien formées justifie une séparation nette des tâches et des rôles. Les syndicalistes Michael Jordi et Hansruedi Oetiker veulent répartir différemment le travail rémunéré et les activités ménagères entre hommes et femmes. Une réduction du temps de travail permettrait de consacrer davantage de temps à la vie sociale. Ainsi s'ouvre petit à petit la porte entre le travail professionnel et le travail bénévole.

Il n'est pas possible de résoudre les problèmes sociaux par la bureaucratie. Il s'agit également de participation, d'amour-propre et de joie de vivre. Afin d'encourager les gens à s'engager pour la société, on pourrait introduire l'idée d'une période de travail social. La personne qui aurait terminé une première formation pourrait ainsi s'adonner, durant quelques mois, à une activité utile dans le domaine social ou écologique. Elle pourrait peut-être s'engager pour PBI. Cela lui permettrait de faire des expériences d'une valeur inestimable et d'acquérir des compétences sociales utiles à vie. La personne qui s'engage pour une période de travail social se verra confrontée à la question de savoir ce qui est vraiment important dans la vie. Il ne s'agit toutefois pas ici de concurrencer le travail professionnel par le travail bénévole. La période de travail social ne doit ni provoquer un dumping salarial, ni concurrencer les postes de travail existants. Alors que la structure du temps la plus répandue aujourd'hui reflète des clivages dans la société, la période de travail social est basée, quant à elle, sur une critique du système. Elle vise un changement écologique de la société et réduit la monétarisation du travail social. Il ne serait pas nécessaire d'attribuer une valeur en monnaie à tous les services s'ils étaient répartis différemment. Le travail bénévole est parfois capable de compléter ou d'améliorer des systèmes de rendement ordinaires. Il existe des institutions dans lesquelles les volontaires triplent la valeur de chaque franc obtenu en don. Malgré cela, ces activités ne doivent pas être considérées comme un remplacement bon marché pour

les prestations sociales et les obligations de l'État. Elles ne doivent pas non plus être utilisées pour consolider les écarts de pouvoir qui existent entre hommes et femmes. Plutôt que de contourner les systèmes de protection actuellement en vigueur, il s'agira d'examiner, pour ces nouvelles tâches sociales, ce qui peut être réalisé sur une base de volontariat. Le travail pour la paix est sans aucun doute un domaine important. Il est capable de renforcer les liens de la société civile.

### La perspective de la société civile internationale

Le sociologue Ralf Dahrendorf<sup>9</sup> considère l'effondrement des institutions comme une conséquence inévitable de la globalisation. L'importance de nouveaux réseaux s'en trouve donc augmentée. La réactivation du domaine civil, soutenue par les collectivités publiques, doit endiguer la domination de l'économie et favoriser la cohésion de la société. Le « groupe de Lisbonne »<sup>10</sup> mentionne divers éléments prometteurs : la société civile globale est composée de milliers de groupes organisés qui s'engagent en faveur de la protection de l'environnement ou, comme PBI, des droits de l'homme et de la non-violence. Il est nécessaire d'établir un réseau capable d'agir, qui possède, aux niveaux les plus bas, un pouvoir de décision le plus important possible. Dans le but de créer cette société civile globale, les organisations comme PBI peuvent rendre visibles les problèmes, demander des comptes rendus aux puissants, élargir les possibilités de prise de décisions publique et démocratiser les structures sociétales.

Elmar Altwater<sup>11</sup> esquisse l'aspect que pourrait avoir une politique sociale globale. Il se réfère pour cela à l'agenda du Sommet mondial pour le développement social qui s'est tenu à Copenhague en 1995. Cet agenda exige une nouvelle charte sociale internationale dans laquelle figurent les buts minimaux d'un développement écologiquement durable et socialement équilibré. Parmi ces buts, on compte : l'élimination de la sous-alimentation, la garantie d'un logement, des possibilités de formation pour tous, la réduction de l'analphabétisme chez les adultes, la garantie d'un accès aux soins de base, un planning familial décidé librement,

9. In Misik R., *Mythos Weltmarkt*, Berlin, 1997, p. 60.

10. Gruppe von Lissabon, *Grenzen des Wettbewerbs – Die Globalisierung der Wirtschaft und die Zukunft der Menschheit*, München, 1997, p. 170.

11. Altwater E., « Sozialpolitik im "globalen" Dorf », in F. Hengsbach *et al.*, *Eure Armut kotzt mich an ! Solidarität in der Krise*, Frankfurt a.M., 1995, pp. 173-190.



l'équité entre hommes et femmes dans tous les domaines, un approvisionnement en eau potable et l'épuration des eaux usées, ainsi qu'un accès aux crédits, surtout dans le but d'améliorer les chances pour un emploi. De plus, un « dividende pour la paix » doit réduire les dépenses militaires dans le monde. Une réduction annuelle de 3 % rapporterait 460 milliards de dollars US en cinq ans. Selon des estimations de l'ONU, cette somme suffirait à couvrir les besoins de base de tous les habitants de la terre.

Dans les sociétés préindustrielles, la solidarité se vivait à travers des rencontres concrètes entre des gens qui dépendaient les uns des autres<sup>12</sup>. Dans la société moderne, le passage à une solidarité dans laquelle les institutions jouent le rôle d'intermédiaire entraîne une forme d'anonymat. La transposition de la solidarité à un niveau plus abstrait pose aujourd'hui d'autres exigences du point de vue de la conscience et de l'émotion. On remarque ici des ruptures. Pour moi, une des possibilités de les maîtriser serait de défendre l'obligation sociale de l'état et de la compléter par de nouvelles formes de solidarité que l'on peut expérimenter par les sens. Dans cette optique, PBI offre d'importantes possibilités d'expériences. Josef Senft<sup>13</sup> nous met en garde contre un excès de confiance dans la solidarité internationale. Selon ses estimations, il y a aujourd'hui moins de chances d'améliorer les conditions globales par la politique ou la pression économique. Il est certain que les stratégies locales jouent un rôle particulièrement important. Elle se voient contraintes de s'organiser par elles-mêmes pour garantir la subsistance et combler des lacunes engendrées par la flexibilité plus grande des engagements sociaux jusqu'ici fournis par divers acteurs.

Ulrich Beck<sup>14</sup> plaide pour un républicanisme chez les citoyens du monde qui se base sur cinq principes. Premièrement sur la signification de l'individu, deuxièmement sur la centralité des différents acteurs du monde et des réseaux, troisièmement sur une revalorisation des activités locales, quatrièmement sur position clé qu'occupe la liberté et, cinquièmement, sur les réformes institutionnelles. J'estime que ces points sont importants, mais je doute que le fait d'être conscient de la crise n'incite à l'action. D'après mes recherches<sup>15</sup>, c'est souvent l'inverse qui se produit. Lorsque les gens se retrouvent dos au mur, ils courent le danger de se retirer entièrement ou de tout simplement fuir vers l'avant. C'est pour cette raison que les organisations telles que PBI sont si importantes. Elles

12. Keupp H., *Der Mensch als soziales Wesen*, München, 1995, p. 3ff.

13. Senft J., *Im Prinzip von unten - Redefinition des Subsidiaritätsgrundsatzes für ein solidarisches Ethos*, Frankfurt a.M., 1990, p. 5.

14. Beck U., *Kinder der Freiheit*, Frankfurt a.M., 1997, pp. 27-28.

15. Mäder U., *Für eine solidarische Gesellschaft*, Zürich, 1999, p. 43ff.

soutiennent les gens qui se trouvent dans des situations difficiles. Un renforcement de la société civile nécessite une solidarité globale. Dans l'idée d'un développement par le bas, elle présuppose le soutien d'une politique et d'une identité locale indépendante. Je souhaite plein succès à PBI pour son précieux travail.